



# INTERVENTION COMMUNISTE

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE  
REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE



## Même cause, mêmes effets : Le capitalisme et son État bourgeois, voilà les coupables !

**Au soir du 9 juin 2024, un verdict est tombé, avec les résultats du scrutin européen : faillite électorale du gouvernement Macron/Attal, avec moins de 15% des exprimés pour la liste macroniste (moins de 8% des inscrits, compte tenu de l'abstention encore forte) ; nouvelle poussée du Rassemblement national, à plus de 31% (également à relativiser, avec 16% des inscrits). Vous pourrez trouver une analyse plus complète sur notre site.**

**Une colère populaire justifiée, des illusions à démonter**

Le PCRF considère bien sûr avec gravité cette situation politique ; mais il ne se joint pas aux voix épouvantées qui stigmatisent l'électorat dit d'extrême-droite, en oubliant d'analyser toutes les responsabilités, politiques, médiatiques, et même syndicales, qui directement ou indirectement, ont intensifié une forme de désespérance chez des millions de vic-

times de notre régime capitaliste. Le courant de remise en question de la politique dominante, actuellement mis en œuvre par le gouvernement, se renforce, mais la libération des forces populaires ouvrières à l'égard des partis bourgeois et petits bourgeois n'est cependant pas réalisée. Rappelons en effet la haute responsabilité des gouvernements macronistes, depuis 2017, dans l'accumulation des mesures régressives, liberticides et brutales, qui ont durement impacté un nombre croissant de travailleurs, de retraités et de jeunes. Pour défendre les intérêts exclusifs des monopoles et des banques, tous les coups possibles ont été portés contre la classe ouvrière : salaires, conditions de travail, pertes d'emplois, précarité, droit à la retraite et aux indemnités-chômage, loi anti-immigrés..., autant de leviers d'exploitation contre lesquels les luttes ont été nombreuses, mais peu victorieuses, faute de coordination suffisante de ces luttes ; les attaques contre les services publics, notamment dans la santé et l'éducation, se sont multipliées. Pour mater la contestation, la répression, avec son lot de violences policières, la criminalisation des actes militants, les mesures d'interdiction et d'intimidation contre la liberté d'expression, des étudiants par exemple, ont pris une ampleur inédite. Le caractère belliciste et colonial de l'Etat français s'affirme plus que jamais, avec une loi de programmation militaire qui correspond à un doublement de la dépense en 2030 par rapport à 2017, Macron revendiquant clairement d'œuvrer à une « économie de guerre », et le sort réservé au peuple kanak, avec la loi gélant le corps électoral et les réponses exclusivement répressives (8 morts !) aux mobilisations contre cette loi. Ce sombre tableau s'inscrit dans un cadre économique précis, celui de l'impérialisme, « stade suprême du capitalisme », qui porte en lui la guerre et la réaction sur toute la ligne pour assurer le profit maximum des monopoles (grandes entreprises) ; guerre en Ukraine, largement alimentée par les livraisons d'armes et le soutien de l'impérialisme français, génocide à Gaza, dont

le gouvernement Attal se rend complice par son inaction à l'égard de l'Etat criminel israélien... Comment ne pas comprendre le rejet massif et durable, dans les milieux populaires, d'une « macronie » qui produit tant de souffrances et de mépris ? Un tel fossé s'est creusé entre ceux « d'en bas » et « ceux d'en haut », que le choix de l'abstention ou d'un parti qui se prétend « anti-système » est également compréhensible. Mais cette compréhension ne nous conduit pas à entrer dans le jeu délétaire d'un prétendu « duel Macron/Le Pen » dans le quel ils ont voulu nous enfermer. Pour le PCRF, le camp à choisir est celui du travail contre le camp du capital, et tant que perdurera le régime impérialiste (le capitalisme de monopoles) dans notre pays, toute illusion démocratique se heurtera à la réalité des souffrances endurées par le peuple.

**Dissolution de l'Assemblée et nouvelles manœuvres électorales**

Suite à sa déroute électorale, le Président Macron a fait le choix de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer des élections législatives anticipées les 30 juin et 7 juillet prochains. On peut supposer qu'il fait plusieurs paris, dont celui d'une résolution relative du problème par le jeu du « vote utile » grâce au deuxième tour, en comptant réactiver les désistements pour des candidats plus « républicains » que ceux du RN. Nombreux sont ceux qui parlent d'un « pari risqué ». Le PCRF adopte quant à lui un point de vue de classe, et considère prioritairement le risque qui pèse sur la classe ouvrière et sur la jeunesse de voir perdurer ce système d'exploitation et de destruction massive des acquis sociaux. Or aucune des formations politiques qui se présentent en « sauveurs de la République » contre l'extrême-droite n'envisage autre chose que le capitalisme ou son aménagement, alors que celui-ci ne peut pas résoudre durablement

les problèmes de l'humanité et qu'il doit être renversé pour que cessent enfin les souffrances endurées. A gauche par exemple, alors que la NUPES (PS, PCF, LFI, Verts, POI, NPA...) a montré les divisions qui la traversent, de nouvelles manœuvres électorales, sous couvert de pseudo « Front populaire » opportuniste, sont à l'œuvre pour arracher le maximum de circonscriptions possibles, dont on connaît l'enjeu financier pour certains partis... Le PCRF y voit se reproduire le scénario désormais habituel des illusions parlementaires. La dictature de classe féroce, qui fait progressivement tomber des piliers de la démocratie bourgeoise pour satisfaire aux exigences des monopoles et de l'oligarchie financière, ne peut être combattue que par des luttes d'une intensité inégalée.

**Le rôle du Parti communiste révolutionnaire**

Le peuple-travailleur doit être vigilant, croire en son propre pouvoir, avec en France, la construction de son parti d'avant-garde de la classe ouvrière. Le PCRF travaille à forger un Front d'alternative populaire regroupant toutes les victimes du capitalisme, base sociale du front, avec les travailleurs individuellement, leurs organisations progressistes, démocratiques, de femmes, de jeunes, anti-impérialistes, syndicats, collectifs. C'est dans ce sens que notre Parti travaille à ouvrir des perspectives politiques nouvelles, en œuvrant au renforcement des luttes et à leur coordination, et en liant ces luttes à la nécessité du renversement du capitalisme ; en France, la classe ouvrière n'a pas de Parti pour s'organiser en vue d'une prise de pouvoir révolutionnaire dans une société libérée de l'exploitation ; en agissant auprès de la classe ouvrière et de la jeunesse populaire, le PCRF travaille à se renforcer pour être ce parti et redonner l'espoir d'une société de progrès social, de justice et de paix.

### SOMMAIRE

- P. 2 et 3 : Luttés et message de soutien
- P. 4 : Loi Logement
- P. 5 : Formation des enseignants
- P. 6 : Soutien à la Palestine : stop à la répression !
- P. 7 à 10 : Encart spécial « Fascisme »
- P. 11 : La question des réfugiés
- P. 12 et 13 : Kanaky
- P. 14 : Jeunesse / OTAN / RPDC
- P. 15 et 16 URSS (dernier épisode)

**Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !**

